

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3166

[2006/202757]

11 JUILLET 2006. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 juin 2004 fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1913/2005 du Conseil du 23 novembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le Règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) 489/2006 de la Commission du 24 mars 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IV^{bis} dudit Règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture.

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 26 juin 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'informer sans retard les agriculteurs de ce qu'à partir de 2006 aucun droit ne sera octroyé à partir de la réserve et de ce que les modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime en provenance du fonds des droits à la primes à la vache allaitante sont modifiées;

Considérant que ces nouvelles modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime s'appliquent avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2006;

Considérant que les producteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 juin 2004 fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes, est ajouté le point 11^o stipulé comme suit :

« 11^o "activité agricole à titre complémentaire" : activité professionnelle agricole d'une personne physique qui obtient de l'exploitation considérée un revenu net imposable issu de cette activité, sans toutefois exercer une activité agricole à titre principal, qui est assujettie à l'application de la T.V.A. et qui est affiliée à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants comme indépendant à titre complémentaire, en qualité d'agriculteur, horticulteur et/ou d'éleveur, au sein de l'exploitation considérée. »

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 juin 2004 précité, sont apportées les modifications suivantes.

Au premier paragraphe, au point 1^o, à la fin de la première phrase, sont ajoutés les mots "ou à titre complémentaire" après les mots "à titre principal".

Au premier paragraphe, le point 2^o est abrogé.

Art. 3. A l'article 4 de l'arrêté ministériel du 3 juin 2004 précité, sont apportées les modifications suivantes.

Au premier paragraphe, le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les demandes de transfert de droits à la prime doivent être introduites au moyen d'un formulaire officiel disponible auprès du service extérieur compétent de l'administration. Elles doivent soit être envoyées par lettre recommandée à ce service, soit y être déposées contre récépissé, au cours de la période du 1^{er} février au 28 février de

l'année concernée. Toutefois, pour l'année 2006, cette période est fixée du 20 mars 2006 au 14 avril 2006 inclus. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé est considérée comme la date d'introduction. »

Le deuxième paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En application de l'article 4, § 2, point b), de l'arrêté du Gouvernement wallon, les droits à la prime provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante sont réalloués aux producteurs qui en font la demande et qui répondent aux conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}.

Les droits à la prime à la vache allaitante provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante sont réalloués aux producteurs dans la limite de leur demande de droits à la prime diminuée de la quantité octroyée au producteur en application de l'article 3, § 1^{er}. En outre, en cas d'épuisement de la quantité totale de droits libérés au fonds des droits à la prime à la vache allaitante pour l'année considérée, chaque producteur qui entre en ligne de compte reçoit une quantité déterminée comme suit :

1° pour 2003, chaque producteur obtient une quantité proportionnelle à sa demande; toutefois, si la demande est supérieure à dix droits, cette demande est limitée à dix droits lorsque le nombre de droits à la prime dont dispose le producteur est inférieur à vingt droits et cette demande est limitée à la moitié du nombre de droits à la prime dont dispose le producteur lorsque le nombre de droits à la prime dont il dispose est supérieur ou égal à vingt droits;

2° pour 2004 et 2005, chaque producteur obtient une quantité identique;

3° à partir de l'année 2006, la quantité réallouée au producteur est doublée si le producteur remplit les deux conditions suivantes :

a) le producteur ne gérait, dans les dix ans qui précèdent, aucune exploitation ni à titre personnel, ni comme gérant d'une personne morale, ni comme membre d'un groupement;

b) le producteur est âgé de moins de 45 ans au 1^{er} janvier de l'année concernée. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est un groupement de personnes physiques, seule peut être prise en compte la personne physique la plus jeune qui remplit la condition d'agriculteur à titre principal ou complémentaire. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est une personne morale gérée par plusieurs administrateurs délégués ou gérants, seul peut être pris en compte l'âge du plus jeune administrateur délégué ou gérant qui remplit la condition d'agriculteur à titre principal ou complémentaire.

Les droits à la prime à la vache allaitante provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante, sont réalloués aux producteurs contre le paiement du montant d'une indemnité équivalente, par unité de droit, à 100 % de la somme de la prime de base et de la prime complémentaire à la vache allaitante. Cette indemnité doit être payée par le producteur-attributaire dans un délai d'un mois suivant la date de la notification au producteur-attributaire, par l'administration, du résultat de la réallocation. Les droits à la prime sont libérés contre l'octroi, par unité de droit, au producteur-cédant, d'une indemnité équivalente à 100 % de la somme de la prime de base et de la prime complémentaire à la vache allaitante. Le nombre de droits pris en considération pour le calcul de cette indemnité est diminué d'un pourcentage égal à celui visé au 1^{er} paragraphe, 4^e alinéa.

En 2004 et 2005, le coefficient de 100 % visé à l'alinéa précédent est fixé à 60 %. A partir de 2006, le coefficient de 100 % visé à l'alinéa précédent est fixé à 120 %. »

Art. 4. L'article 6, § 1^{er} et les articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 3 juin 2004 précité ne sont plus d'application après le 1^{er} janvier 2005.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006, sauf l'article 4 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2005. Namur, le 11 juillet 2006.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3166

[2006/202757]

11. JULI 2006 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. Juni 2004 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1913/2005 des Rates vom 23. November 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 489/2006 der Kommission vom 24. März 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1773/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

Aufgrund der am 26. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Landwirte unverzüglich darüber zu informieren, dass seit 2006 kein Anspruch auf die Mutterkuhprämien aus der Reserve gewährt wird und dass die Modalitäten für die Gewährungen von Prämienansprüchen aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien an die Erzeuger abgeändert worden sind;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie an die Erzeuger rückwirkend ab dem 1. Januar 2006 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 3. Juni 2004 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«11° "nebenberufliche landwirtschaftliche Tätigkeit": die landwirtschaftliche berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person, die aus dem betreffenden Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, ohne dabei jedoch diese landwirtschaftliche Tätigkeit hauptberuflich auszuüben, die der Anwendung der MwSt.-Regelung unterliegt und einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige im Rahmen der Tätigkeit als nebenberuflicher Selbstständiger als Landwirt, Gartenbauer und/oder Züchter angeschlossen ist.»

Art. 2 - In Artikel 3 des vorerwähnten Ministerialerlasses vom 3. Juni 2004 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

In § 1, Punkt 1° wird nach dem Wortlaut "hauptberuflicher Landwirt" der Wortlaut "oder nebenberuflicher Landwirt" eingefügt.

In § 1 wird der Punkt 2° aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 4 des vorerwähnten Ministerialerlasses vom 3. Juni 2004 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

In § 1 wird der zweite Absatz durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die Anträge auf Übertragung von Prämienansprüchen müssen anhand eines offiziellen Formulars eingereicht werden, das bei der zuständigen Außendienststelle der Verwaltung verfügbar ist. Sie müssen während des Zeitraums vom 1. bis zum 28. Februar des betreffenden Jahres entweder dieser Dienststelle per Einschreiben zugeschickt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden. Für das Jahr 2006 beginnt dieser Zeitraum jedoch am 20. März 2006 und endet am 14. April 2006 einschließlich. Als Tag der Einreichung des Antrags gilt das Datum des Poststempels oder der Empfangsbestätigung.»

§ 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2 - In Anwendung von Artikel 4 § 2 Punkt b) des Erlasses der Wallonischen Regierung werden die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, denjenigen Erzeugern übertragen, die einen entsprechenden Antrag einreichen und die in Artikel 3 § 1 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, werden den Erzeugern übertragen unter Berücksichtigung der Grenzen, die sich aus ihrem Antrag auf Prämienansprüche ergeben, wobei die Menge, die dem Erzeuger in Anwendung von Artikel 3 § 1 gewährt wird, abgezogen wird. Wird die Gesamtmenge der beim Prämienfonds für Mutterkuhprämien freigegebenen Ansprüche für das betreffende Jahr ausgeschöpft, so erhält jeder Erzeuger, der in Betracht gezogen wird, eine wie folgt bestimmte Menge:

1° für das Jahr 2003 erhält jeder Erzeuger eine Menge im Verhältnis zu seinem Antrag; wenn der Antrag jedoch zehn Ansprüche übertrifft, wird dieser Antrag auf zehn Ansprüche beschränkt, wenn die Anzahl Prämienansprüche, über die der Erzeuger verfügt, weniger als zwanzig Ansprüche beträgt, und wird dieser Antrag auf die Hälfte der Anzahl Prämienansprüche, über die der Erzeuger verfügt, beschränkt, wenn die Anzahl Prämienansprüche, über die er verfügt, mindestens zwanzig Ansprüchen entspricht;

2° für die Jahre 2004 und 2005 erhält jeder Erzeuger eine gleiche Menge;

3° ab dem Jahr 2006 wird die dem Erzeuger übertragene Menge verdoppelt, falls er die beiden folgenden Bedingungen erfüllt :

a) der Erzeuger hat innerhalb der zehn vorhergehenden Jahre keinen Betrieb verwaltet, weder als Selbstbewirtschafter, noch als Verwalter einer juristischen Person, noch als Mitglied einer Erzeugergemeinschaft;

b) der Erzeuger hat am 1. Januar des betreffenden Jahres das Alter von 45 Jahren noch nicht erreicht. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine Gemeinschaft von natürlichen Personen ist, kann nur die jüngste natürliche Person, die die Bedingung des hauptberuflichen oder nebenberuflichen Landwirts erfüllt, in Betracht gezogen werden. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine juristische Person ist, die von mehreren geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern oder Geschäftsführern verwaltet wird, kann nur das Alter des jüngsten geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers, das bzw. der die Bedingung des hauptberuflichen oder nebenberuflichen Landwirts erfüllt, in Betracht gezogen werden.

Die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, werden den Erzeugern übertragen gegen Zahlung des Betrags einer Vergütung, die pro Anspruchseinheit 100% der Summe der Grundprämie und der Ergänzungsprämie für Mutterkühe entspricht. Diese Vergütung muss vom anspruchsberechtigten Erzeuger innerhalb eines Monats nach dem Datum der Notifizierung durch die Verwaltung des Ergebnisses der Umverteilung an den anspruchsberechtigten Erzeuger bezahlt werden. Die Prämienansprüche werden gegen die Gewährung einer Vergütung an den überlassenden Erzeuger, die pro Anspruchseinheit 100% der Summe der Grundprämie und der Ergänzungsprämie für Mutterkühe entspricht, freigegeben. Die Anzahl Ansprüche, die für die Berechnung dieser Vergütung berücksichtigt werden, wird um einen Prozentsatz ermäßigt, der dem in § 1 Abs. 4 erwähnten Prozentsatz entspricht.

In den Jahren 2004 und 2005 wird der im vorangehenden Absatz angeführte Prozentsatz von 100% auf 60% festgelegt. Ab dem Jahre 2006 wird der im vorigen Absatz angeführten Prozentsatz von 100% auf 120% festgelegt.

Art. 4 - Artikel 6 § 1 sowie die Artikel 7 bis 9 des vorerwähnten Ministerialerlasses vom 3. Juni 2004 sind nach dem 1. Januar 2005 nicht mehr anwendbar.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, außer Artikel 4 der am 1. Januar 2005 wirksam wird.

Namur, den 11. Juli 2006

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3166

[2006/202757]

11 JULI 2006. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1913/2005 van de Raad van 23 november 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 489/2006 van de Commissie van 24 maart 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij titels IV en IVbis van die Verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

Gelet op het overleg van 26 juni 2006 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2006 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de landbouwers zo spoedig mogelijk er in kennis van moeten worden gesteld dat vanaf 2006 geen recht zal worden toegekend vanuit de reserve en dat de modaliteiten voor de toekenning aan producenten van genoemde premie vanuit het fonds van rechten op de zoekkoeienpremie zijn gewijzigd;

Overwegende dat die nieuwe modaliteiten voor de toekenning van rechten op de premie aan de producenten gelden met retroactieve werking vanaf 1 januari 2006;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in geldboeten is voorzien bij niet-inachtneming van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies aan de producenten te storten of in geval van een vertraagde toepassing van betrokken regelgeving of bij slechte toepassing ervan,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien, wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt :

11° "landbouwactiviteit in bijberoep": landbouwberoepsactiviteit van een natuurlijke persoon die uit het betrokken bedrijf een belastbaar netto-inkomen afkomstig van die activiteit haalt zonder echter een landbouwactiviteit in hoofdberoep uit te oefenen, die onderworpen is aan de toepassing van de BTW en die aangesloten is op een sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandige beroepen als zelfstandige in bijberoep, in de hoedanigheid van landbouwer, tuinbouwer en/of fokker, binnen het betrokken bedrijf. »

Art. 2. In artikel 3 van voornoemd ministerieel besluit van 3 juni 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In de eerste paragraaf, punt 1°, aan het einde van de eerste zin worden de woorden "in hoofdberoep" vervangen door de woorden "in hoofd- of bijberoep".

In de eerste paragraaf wordt punt 2° opgeheven.

Art. 3. In artikel 4 van voornoemd ministerieel besluit van 3 juni 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

In de eerste paragraaf wordt het tweede lid gewijzigd als volgt :

« De aanvragen om overdracht van premierechten dienen ingediend te worden middels een officieel formulier dat beschikbaar is bij de bevoegde buitendienst van het bestuur. Zij dienen bij aangetekend schrijven aan die dienst te worden gestuurd of er tegen ontvangstbericht neergelegd te worden, tijdens de periode van 1 februari tot en met 28 februari van het betrokken jaar. Evenwel voor het jaar 2006 wordt die periode vastgesteld van 20 maart tot 14 april inbegrepen. De datum van de poststempel op de omslag of de datum van het ontvangstbericht wordt beschouwd als de indieningsdatum. »

De tweede paragraaf wordt gewijzigd als volgt :

" § 2. Overeenkomstig artikel 4, § 2, punt b), van het besluit van de Waalse Regering worden de premierechten uit het fonds van de rechten op de zoekkoeienpremie herverdeeld aan de producenten die dat aanvragen en die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 1.

De premierechten uit het fonds van de rechten op de zoekkoeienpremie worden herverdeeld aan de producenten binnen de perken van hun aanvraag om rechten op de premie, verminderd met de hoeveelheid die toegekend wordt aan de producent overeenkomstig artikel 3, § 1. Daarnaast krijgt elke producent die in rekening genomen wordt bij uitputting van de totale hoeveelheid van de rechten vrijgemaakt in het fonds van de rechten op de zoekkoeienpremie, een hoeveelheid die als volgt bepaald wordt :

1° voor 2003 krijgt elke producent een hoeveelheid die in verhouding staat tot zijn aanvraag; die aanvraag wordt evenwel, indien ze hoger is dan tien rechten, beperkt tot tien rechten indien het aantal rechten op de premie waarover de producent beschikt lager is dan twintig rechten en ze wordt beperkt tot de helft van het aantal premierechten waarover de producent beschikt indien het aantal premierechten waarover hij beschikt hoger is dan of gelijk is aan twintig rechten;

2° voor 2004 en 2005 krijgt elke producent een identieke hoeveelheid;

3° vanaf het jaar 2006 wordt de herverdeelde hoeveelheid verdubbeld indien de producent de twee volgende voorwaarden vervult :

a) binnen de tien voorafgaande jaren beheerde de producent geen ander bedrijf, noch persoonlijk noch als beheerder van een rechtspersoon, noch als lid van een groepering;

b) de producent is minder dan 45 jaar oud op 1 januari van het betrokken jaar. Wanneer de producent die het bedrijf beheert, bestaat uit een groepering van natuurlijke personen, wordt enkel de jongste natuurlijke persoon die de voorwaarde van landbouwer in hoofd- of bijberoep vervult, in aanmerking genomen. Wanneer de producent die het bedrijf beheert, bestaat uit een rechtspersoon beheerd door verschillende afgevaardigde bestuurders of beheerders, wordt enkel de leeftijd van de jongste afgevaardigde bestuurder of beheerder die de voorwaarde van landbouwer in hoofd- of bijberoep vervult, in aanmerking genomen.

De premierechten uit het fonds van de rechten op de zoekkoeienpremie worden herverdeeld aan de producenten tegen betaling van het bedrag van een gelijkwaardige vergoeding per eenheid rechten, op 100 % van de som van de basispremie en de bijkomende zoekkoeienpremie. Die vergoeding dient betaald te worden door de producent-verkrijger binnen een termijn van één maand volgend op de datum van kennisgeving aan de producent-verkrijger door het bestuur van het resultaat van de herverdeling. De premierechten worden vrijgemaakt tegen de toekenning per eenheid rechten aan de producent-overdrager van een vergoeding gelijk aan 100 % van de som van de basispremie en de bijkomende zoekkoeienpremie. Het aantal rechten dat in overweging wordt genomen voor de berekening van die vergoeding wordt verminderd met een percentage dat gelijk is aan het percentage bedoeld in § 1, vierde lid.

In 2004 en 2005 wordt het coëfficiënt van 100 % bedoeld in vorig lid vastgesteld op 60 % . Vanaf het jaar 2006 wordt het coëfficiënt van 100 % bedoeld in vorig lid vastgesteld op 120 % . »

Art. 4. Artikel 6, § 1 en artikelen 7 tot 9 van voornoemd ministerieel besluit van 3 juni 2004 zijn niet meer van toepassing na 1 januari 2005.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 4, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2005.

Namen, 11 juli 2006.

B. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 3167

[S - C - 2006/31390]

20 JULI 2006. — Ordonnantie tot wijziging van de nieuwe gemeentewet met het oog op het vergoeden van de helper van het raadslid met een handicap (1)

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het derde lid van artikel 12bis van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door het volgende lid :

« Bij het verlenen van de bijstand, heeft de vertrouwenspersoon dezelfde verplichtingen en krijgt hij dezelfde middelen ter beschikking als het raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld. ».

Art. 3. Aan het slot van artikel 12bis van de nieuwe gemeentewet, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend :

« De regering stelt de soorten handicaps vast die het raadslid recht geven op de bijstand van een specifiek opgeleide persoon, alsook de wijze en het bedrag van de vergoeding van deze persoon voor rekening van de gemeente.

Deze persoon hoeft niet noodzakelijk te worden gekozen uit de kiezers van de gemeente, of hoeft niet te voldoen aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voor het mandaat van gemeenteraadslid en de eed af te leggen als bedoeld in artikel 80. De eventuele steun van andere overheden in het kader van de bijstand aan personen met een handicap wordt van zijn vergoeding afgetrokken. ».

Art. 4. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2006.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid

E. HUYTEBROECK

Nota

(1) *Zitting 2005-2006 :*

Documenten. — Voorstel van ordonnantie, nr. A-254/1. — Verslag, nr. A-252/2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van 14 juli 2006.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2006 — 3167

[S - C - 2006/31390]

20 JUILLET 2006. — Ordonnance modifiant la nouvelle loi communale afin d'assurer l'indemnisation de l'assistant du conseiller communal handicapé (1)

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le troisième alinéa de l'article 12bis de la Nouvelle loi communale est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception de jetons de présence. ».

Art. 3. Un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est ajouté à la fin de l'article 12bis de la Nouvelle loi communale :

« Le gouvernement arrête les types de handicaps donnant droit à l'assistance du conseiller par une personne spécialement qualifiée, ainsi que le mode et le montant de la rémunération de cette dernière à charge de la commune.

Cette personne ne devra pas nécessairement être choisie parmi les électeurs de la commune, ni satisfaire aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, ni encore prêter le serment prévu à l'article 80. De sa rémunération est déduite celle qu'elle tire éventuellement des aides offertes par d'autres autorités publiques pour l'assistance aux personnes handicapées. ».

Art. 4. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 Juillet 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au développement

C. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau

E. HUYTEBROECK

Note

(1) *Session 2005-2006 :*

Documents. — Proposition d'ordonnance, n° A-254/1. — Rapport, n° A-254/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du vendredi 14 juillet 2006.